



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

15 Septembre 2010
15 شتنبر 2010

Réparation communautaire

Les engagements du ministère de la culture

QODS CHABÂA

Aujourd'hui mercredi 15 septembre, le siège du ministère de la Culture à Rabat, abrite la cérémonie de signature d'une convention. Cette convention lie le département de Bensalem Himmich au Conseil consultatif des droits de l'Homme

Selon la convention, le ministère de la Culture doit s'atteler également à inventorier les édifices à portée symboliques et à les classer patrimoine national.

(CCDH). Cette convention entre dans la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation dans le volet réparation communautaire. Les régions concernées sont Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan Tan, Azilal, Khémisset, Hay Mohammadi et Ain Sebaâ à Casablanca, Al Hoceima, Nador et Khénifra. A travers cette signature, le ministère s'engage à réaliser plusieurs actions sur le terrain. Il s'agit de la préservation de la mémoire et la mise à niveau culturelle des régions concernées par

la réparation communautaire. Entretien et préservation de l'archive nationale à travers des opérations d'inventaires, d'informatisation et de restauration. Soutenir des activités culturelles relatives au développement humain. Suivi de la publication des décrets d'application de la loi sur les archives et à la création effective de l'institution « Archives du Maroc ». Selon une source du CCDH, le ministère s'engage également à s'activer pour élaborer une stratégie nationale de promotion et de préservation de l'archive. En ce qui concerne le volet préservation positive de la mémoire des anciens centres de détention secrets, le ministère contribuera à la restauration et à la réhabilitation de ces centres qui seront transformés en espaces de préservation de la mémoire et en complexes culturels en coordination avec les acteurs locaux. «*Plusieurs partenaires sont concernés, c'est la responsabilité de plusieurs autorités*», déclare une source du ministère de la Culture. Lorsqu'il évoque la réhabilitation des centres de détention, le CCDH fait allusion aux Kasbahs d'Agdez et de Tagounit dans la province de Zagora, les Kasbahs de S'koura dans la province de Ouarzazate, et Kasbah Kelaât Megouna dans la province de Tinghir. Selon les clauses de la convention, le ministère de la Culture doit s'atteler également à inventorier les édifices à portée symboliques et à les classer « Patrimoine national ». Il s'agit des centres de détention de Kelaât Megouna ; S'koura, Agdez, Derb Moulay Chrif et la maison

Une convention de partenariat sera signée ce mercredi 15 septembre à Rabat entre le ministère de la Culture et le CCDH. Objectif : numériser les archives de l'instance équité et réconciliation, restaurer les centres de détention et les transformer en centres culturels.

d'Abdelkerim Khattabi. De son côté, le CCDH s'engage, dans la limite de ses prérogatives, à contribuer au développement de nouveaux partenariats. « Cela devrait permettre de soutenir les programmes de mise à niveau culturel des régions concernées par la réparation communautaire et de restauration des anciens centres de détention secrets, et œuvrer, en coordination avec le ministère, à organiser des conférences et des rencontres en vue de diffuser les valeurs des droits de l'homme, particulièrement les droits culturels, ainsi que des sessions de formation sur l'approche des droits de l'homme et des droits culturels en faveur des cadres du ministère et de ses partenaires » peut-on lire dans un communiqué du CCDH. Cette institution s'attellera également, à faciliter l'opération de coordination entre les différents acteurs locaux, à collecter les données et les informations, élaborer des rapports exhaustifs et intégrés sur la mise en œuvre des programmes de réparation communautaire et participer au chantier de préservation de la mémoire et de l'archive nationale à travers la convention qui le lie à l'Union européenne et au ministère des Finances. La première étape pour mettre en œuvre cette convention et la concrétiser c'est la création d'un comité de pilotage qui sera désigné par le CCDH et le ministère de la Culture. Aucune information sur le délai de réalisation de ces objectifs et sur le budget pour le financement des projets n'a été communiquée dans la convention.

Activistes et acteurs culturels dans la promotion des droits humains

L'engagement des artistes prend corps

A la Coalition marocaine de la culture et des arts, c'est la fièvre des grands jours. L'heure est à la mobilisation et les préparatifs vont bon train. « Artistes et intellectuels s'engagent dans la promotion de la culture des droits de l'Homme. Il y a plusieurs années déjà que nous réfléchissons à la manière de nous impliquer dans ce chantier. Aujourd'hui le cadre est trouvé et nous sommes en train de travailler d'arrache-pied pour mettre en place un programme d'actions » explique un dirigeant de la Coalition qui regroupe 17 associations, syndicats et chambres.

A cet effet et depuis plusieurs semaines déjà, le Conseil consultatif des droits de l'Homme et la Coalition marocaine de la culture et des arts multiplient les réunions. Objectif ? Explorer les pistes susceptibles de traduire l'engagement des acteurs culturels dans la promotion de la culture des droits humains.

« La diffusion des principes universels des droits de l'Homme est d'abord une question d'engagement. Engagement des citoyens et adhésion de la société sont essentiels pour accompagner un tel projet autour duquel les Marocaines et Marocains sont invités à se mobiliser. La promotion de la culture des droits humains doit être porteuse d'une ambition : l'appropriation par le plus grand nombre des valeurs de la dignité humaine. La culture des droits humains ne se décrète pas. C'est un long apprentissage qui se nourrit de convictions partagées. La citoyenneté procède justement de cet apprentissage autant que les droits et

devoirs de chaque membre de la communauté », soutient un membre du groupe de travail « Promotion de la culture des droits de l'Homme » que préside au sein du CCDH Ahmed Abbadi.

Résultat, institutionnels du Conseil consultatif des droits de l'Homme et professionnels de la culture de la Coalition marocaine que préside l'artiste Mohamed Darhem ont décidé de nouer un partenariat sur le long chemin des droits humains et de leur promotion. C'est ainsi que le CCDH et le CMCA organisent en octobre prochain, à Rabat, une rencontre d'information consacrée à l'engagement des acteurs culturels en faveur d'une citoyenneté active. « L'objectif de cette manifestation est de donner corps à un plus grand engagement et à une adhésion plus forte de leaders d'opinion que sont les artistes. Il ne faut pas oublier que les artistes ont l'oreille du grand public pour qui ils peuvent représenter des modèles », fait valoir une source proche du comité d'organisation de la rencontre d'information qu'organisent conjointement le Conseil consultatif des droits de l'Homme et la Coalition marocaine de la culture et des arts.

Visiblement, l'implication des acteurs culturels s'inscrit au rang des priorités de ce projet dédié à la promotion de la culture des droits de l'Homme. Les droits de l'Homme et leurs principes doivent être portés par les artistes et les valeurs de la dignité humaine doivent occuper une place prépondérante dans les productions artistiques.

NARJIS RERHAYE.

Suite page 2

L'engagement des artistes prend corps

Suite de la première page

Pour ce faire, l'environnement culturel doit être apte à accorder un soutien conséquent aux œuvres artistiques portant le sceau de la culture des droits humains. Des partenariats doivent être conclus pour que cinéma, chanson, littérature, dessin animé et autres expressions artistiques ne soient pas un acte de militantisme sans écho ni présence et donc sans impact.

« Les objectifs de cette rencontre sont nombreux mais participent à un

même souci majeur : la promotion et la diffusion de la culture des droits de l'Homme. L'approche est ici naturellement fédératrice car il s'agit de créer une synergie entre les acteurs culturels essentiellement. Cette manifestation est en fait conçue comme le lancement d'un programme à moyen et long termes», indique un membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme. Pour que la promotion de la culture des droits de l'Homme ne soit ni un slogan ni un vœu pieux.

NARJIS RERHAYE.

Le digest

Réparation communautaire : Le ministère de la culture et le CCDH s'activent

Le ministère de la culture et le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, procèdent, ce mercredi 15 septembre à Rabat, à la signature d'une convention de partenariat et de coopération sur la préservation de la mémoire et l'archive et la mise à niveau culturelle des régions concernées par la réparation communautaire. Cette convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation dans son volet réparation communautaire mis en œuvre dans les régions de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan-Tan, Azilal, Khémisset, Hay Mohammadi-Casablanca, Al Hoceima, Nador et Khénifra.

توقيع اتفاقية شراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة

السابقة للاعتقال السري، ستعمل الوزارة أيضا على المساهمة في ترميم هذه المراكز وتحويلها إلى فضاءات لحفظ الذاكرة و مركبات ثقافية بتنسيق مع الفاعلين المحليين (قصبة اكدز وتكونيت باقليم زاكورة، قصبات سكورة باقليم ورزازات ، قصبة قلعة مكونة باقليم تنغير)، كما ستعمل على ترتيب المباني ذات الحمولة الرمزية وتصنيفها كتراث وطني (مراكز الاعتقال اكدز و سكورة و قلعة مكونة ودرج مولاي الشريف ومنزل عبد الكريم الخطابي ..) مع المساهمة في عملية توثيق الذاكرة المحلية؛

من جانبه، يلتزم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في حدود اختصاصاته، بالمساهمة في تطوير شراكات إضافية لدعم برامج التاهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي وترميم المراكز السابقة للاختفاء القسري، العمل بتنسيق مع الوزارة على تنظيم ندوات وتظاهرات لنشر قيم ومبادئ حقوق الإنسان وبالخصوص الحقوق الثقافية؛ تنظيم دورات تكوينية في مجال المقاربة الحقوقية والحقوق الثقافية لفائدة أطر الوزارة وشركائها.

كما سيعمل على تيسير عملية التنسيق بين مختلف الفاعلين المحليين وجمع المعطيات والمعلومات وإعداد تقارير إجمالية وتركيبية عن تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي والمساهمة في ورش حفظ الذاكرة و الأرشيف الوطني من خلال اتفاقية الشراكة التي تربطه بالاتحاد الأوروبي و وزارة المالية.

يتم يومه الأربعاء، على الساعة العاشرة والنصف صباحا، بمقر وزارة الثقافة بالرباط، توقيع اتفاقية شراكة وتعاون بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة، تهم مجالات حفظ الذاكرة والأرشيف والتاهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي.

وتندرج هذه الاتفاقية في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي المنفذ بأقاليم : فكيك ، الراشيدية ، ميدلت ، زاكورة ، ورزازات ، تينغير ، طانطان ، أزبال ، الخميسات ، الحسيمة ، الناظور ، خنيفرة ، الحي المحمدي وعين السبع .

وبموجب هذه الاتفاقية ستعمل وزارة الثقافة، في حدود اختصاصاتها، على حفظ الذاكرة والتاهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي، خاصة من خلال المساهمة في صيانة وحفظ الأرشيف الوطني من خلال عمليات الجرد والرقمنة والترميم وغيرها، دعم الأنشطة الثقافية الإشعاعية المتعلقة بالتنوع الثقافي وحوار الحضارات وتشجيع الإبداع المحلي والنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

كما ستسعى الوزارة إلى المساهمة في دعم الأنشطة الثقافية المرتبطة بالتنمية البشرية، متابعة إصدار المراسيم التطبيقية المرتبطة بقانون الأرشيف والإحداث الفعلي لمؤسسة أرشيف المغرب وتكثيف الجهود المرتبطة بوضع إستراتيجية وطنية لحفظ وصيانة الأرشيف.

وبخصوص الحفاظ الإيجابي لذاكرة المراكز

جمعيات حقوقية تطالب بالمزيد في تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة

الرباط: « العلم »

ومن جهته، يلتزم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في حدود اختصاصاته، بالمساهمة في تطوير شراكات إضافية لدعم برامج التأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي وترميم المراكز السابقة للاختفاء القسري، والعمل بالتنسيق مع الوزارة على تنظيم ندوات وتظاهرات لنشر قيم ومبادئ حقوق الإنسان وتنظيم دورات تكوينية في مجال المقاربة الحقوقية والحقوق الثقافية لفائدة أطر الوزارة وشركائها.

كما سيعمل المجلس ذاته على تيسير عملية التنسيق بين مختلف الفاعلين المحليين وجمع المعطيات والمعلومات، وإعداد تقارير إجمالية وتركيبية عما تم تنفيذه من برنامج جبر الضرر الجماعي، والمساهمة في ورش حفظ الذاكرة و الأرشيف الوطني من خلال اتفاقية الشراكة التي تربطه بالاتحاد الأوروبي و وزارة المالية.

يذكر أن برنامج جبر الضرر الجماعي، الذي انطلق سنة 2007، ينفذ في إطار متابعة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف و المصالحة من خلال اعتماد منهجية تستهدف ضمان جبر الأضرار الجماعية للمناطق التي تضررت جراء حدوث انتهاكات جسمة لحقوق الإنسان بها في الماضي، وذلك تحقيقا للمصالحة ودعمًا لاستعادة الثقة في الدولة و مؤسساتها.

وتتمحور المشاريع المنجزة في

إطار برنامج جبر الضرر الجماعي

حول أربعة محاور رئيسية وهي: دعم قدرات الفاعلين المحليين، الحفاظ الإيجابي للذاكرة، تحسين شروط عيش السكان (تحسين الخدمات، فك العزلة، تطوير مداخل بديلة، حماية البيئة) والنهوض بأوضاع النساء والأطفال.

وفي سياق متصل، سجل المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف، جمعية حقوقية غير حكومية، عدم إحراز أي تقدم نوعي في مجال إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

ودعا المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف، في بلاغ له، توصلت « العلم » بنسخة منه، المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، نشر لائحة أسماء ضحايا الاختفاء القسري العالقة، وتسوية الوضعية القانونية والإدارية للضحايا، ومباشرة الإصلاحات الدستورية والمؤسسية في اتجاه إرساء ضمانات وتدابير لعدم تكرار ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

● سيوقع مسؤولو المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ووزارة الثقافة، اليوم الأربعاء بالرباط، اتفاقية شراكة وتعاون تهم مجالات حفظ الذاكرة والأرشيف والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي.

وتندرج هذه الاتفاقية في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي المنفذ بأقاليم: فكيك، الراشدية، ميدلت،

زاكورة، وريازات، تينغير، طانطان، أزيلال، الخميسات، الحسيمة، الناظور، خنيفرة، الحي المحمدي وعين السبع.

و ستعمل وزارة الثقافة

بموجب هذه الاتفاقية في

حدود اختصاصاتها، على

حفظ الذاكرة، والتأهيل

الثقافي للمناطق المشمولة

بجبر الضرر الجماعي، خاصة

من خلال المساهمة في صيانة

وحفظ الأرشيف الوطني عبر

إجراء عمليات الجرد، والرقمنة

والترميم وغيرها، ودعم

الأنشطة الثقافية الإشعاعية

المتعلقة بالتنوع الثقافي

وحوار الحضارات وتشجيع

الإبداء المحلي والنهوض

بثقافة حقوق الإنسان.

و ستسعى الوزارة إلى

المساهمة في دعم الأنشطة الثقافية المرتبطة بالتنمية البشرية، ومتابعة إصدار

المراسيم التطبيقية المرتبطة بقانون الأرشيف، والإحداث الفعلي لمؤسسة أرشيف

المغرب، وتكثيف الجهود المرتبطة بوضع إستراتيجية وطنية لحفظ وصيانة

الأرشيف.

وبخصوص الحفاظ الإيجابي لذاكرة المراكز السابقة للاعتقال السري، ستعمل

الوزارة أيضا على المساهمة في ترميم هذه المراكز وتحويلها إلى فضاءات لحفظ

الذاكرة، و مركبات ثقافية بالتنسيق مع الفاعلين المحليين (قصبتي أكنز وتاكونيت

بأقليم زاكورة، قصبات سكورة بأقليم وريازات، قصبلة قلعة مكونة بأقليم تنغير)،

كما ستعمل على ترتيب المباني ذات الحمولة الرمزية وتصنيفها كتراث وطني

(مراكز الاعتقال أكنز، أو سكورة، و قلعة مكونة، ودرج مولاي الشريف، ومنزل عبد

الكريم الخطابي...) مع المساهمة في عملية توثيق الذاكرة المحلية.

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يوقع اتفاقية مع وزارة الثقافة تهم مجال حفظ الذاكرة وترميم مراكز الاعتقال السرية

Histoire d'une aventure en permanente évolution :

Les Droits de l'Homme au Maroc

L'IDÉE selon laquelle tout être humain possède des droits universels et inaliénables, connue sous le terme de droits de l'Homme, prend de l'ampleur au Maroc. Si ce concept peut paraître abstrait pour certains, voire même dénué de sens pour d'autres, il est en réalité l'inverse. Celui-ci est en effet concret, vivant, il possède une histoire et un avenir.

Le premier fait marquant de sa consécration par les autorités marocaines remonte maintenant à feu SM Hassan II lorsqu'il décida en 1990 de créer le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme. Dans son discours d'inauguration, le Roi indiquait clairement son intérêt pour la discipline: "Il s'agit de doter les citoyens du moyen juridique, diligent, sérieux et efficace à même de défendre leurs droits vis-à-vis de l'Administration, de l'autorité, et même de l'Etat.". Il définissait explicitement les objectifs du Conseil: "Je vous adjure, messieurs les membres du Conseil, en faisant appel à votre probité et à votre civisme, de m'aider à restituer son droit à quiconque en a été spolié, de m'aider à ce que, tous, nous parvenions à hisser ce pays au rang des pays civilisés où règne l'Etat de droit."

La question se posait dès lors: une fois ce discours énoncé et cette institution créée, l'histoire des droits de l'Homme était-elle achevée? Tout était-il pour le mieux dans le meilleur des mondes? En vérité non, mais le Maroc s'est vite adapté à la réalité afin de joindre le geste à la parole.

Dans les années 2000, Sa Majesté Mohammed VI a octroyé une plus forte indépendance au CCDH en lui octroyant de nouveaux moyens: l'autonomie administrative et financière a été renforcée, la composition du Conseil a gagné en pluralisme.

Parmi ses nombreuses tâches, le CCDH joue le rôle d'instance d'arbitrage chargée de traiter les cas des disparitions forcées et des arrestations arbitraires. Le Royaume du Maroc a par ailleurs lancé en 2008, avec la collaboration du CCDH, le processus de préparation du Plan d'action national en matière de démocratie et droits de l'Homme (PANDDH). Ce plan prévoit notamment un renforcement constitutionnel des droits de l'Homme, ce qui constitue une avancée juridique non négligeable. La Constitution

étant la norme juridique de référence dans le Royaume, inscrire de nouveaux droits au sein de ce document validera des acquis qu'aucune loi ne pourra défaire. La portée symbolique de cet acte n'est de fait pas négligeable, il dénote une volonté de changement et contribue à la construction d'un Etat de droit.

Parallèlement à cela, de nombreux autres éléments participent au développement des droits de l'Homme. Ainsi, le nombre d'ONG augmente au Maroc afin d'agir de manière ciblée (tels que dans le domaine des droits de la femme ou encore de l'alphabétisation). La réforme de la Moudawana que nous évoquions récemment constitue un grand pas pour le droit des femmes. Pareillement, la création de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), chargée d'indemniser les victimes des violations des droits de l'Homme, est un acte contribuant à un regain d'équité.

Si la multiplication d'éléments positifs est impressionnant, des lacunes restent à combler. La justice, estimée lente et parfois à double vitesse, n'est pas à la hauteur des efforts fournis dans d'autres domaines. Les réformes dans cette matière n'en sont, pour le moment, qu'à leur balbutiement selon l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH). Les droits des femmes doivent de même être encore améliorés et le PANDDH doit être mis en oeuvre.

Ces ombres au tableau ne devraient pas pour autant entraver la marche en avant du pays. Les accords internationaux que le Maroc a déjà passés sont un gage de réussite. A titre d'illustration, le statut avancé récemment établi entre le Maroc et l'Union Européenne qui prévoit un rapprochement institutionnel des deux parties (dans le but d'établir des relations privilégiées) ne pourra se mettre en place sans la réalisation des chantiers évoqués précédemment. Les enjeux commerciaux considérables devraient motiver les instances dirigeantes à accélérer la consolidation des droits de l'Homme.

De fait, les droits de l'Homme au Maroc sont à un tournant de leur histoire et il appartient désormais aux citoyens de se l'approprier afin de participer à leur évolution.

ALEXANDRE VIOLLE

المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف يدعو إلى خلق تكتل مدني

فن العفاني

الإنصاف والمصالحة خاصة في مجال الإدماج الاجتماعي والصحي وتسوية الأوضاع القانونية والإدارية والمالية للأشخاص، ومجالات الإصلاح السياسي والدستوري والمؤسساتي في اتجاه إرساء ضمانات وتدابير عدم التكرار.

واعتبر أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان خالف المواعيد التي أعلنها بخصوص نشر اللوائح الإسمية لضحايا الاختفاء القسري، ولم يكن وفيا لالتزاماته فيما يخص نشر ملاحق التقرير النهائي لهيئة الإنصاف والمصالحة المعلن عن جاهزيتها للنشر والتعميم.

ولاحظ المنتدى «تلكؤ المغرب في المصادقة على اتفاقية حماية الأشخاص من الاختفاء القسري والانخراط الفعلي في نظام روما المتعلق بالمحكمة الجنائية الدولية»، هذا فضلا عن «حصول عدد من الانتهاكات في مجال الحريات الفردية وحرية الرأي والتعبير بشكل أفضى إلى امتداد الماضي في الحاضر»، يشير البلاغ.

ومن جانب آخر، ندد المنتدى بقرار وزير العدل القاضي بتوقيف القاضيين أعضاء المجلس الأعلى جعفر حسون ومحمد أمغار، مشيرا أن ذلك يدل على هيمنة السلطة التنفيذية على القضاء في انتهاك صارخ لمبدأ فصل السلط وللمعايير الدولية المتعلقة باستقلال القضاء، وعلى العداة الرسمي للشفافية وللحق في الوصول إلى المعلومات. وشجب الطريقة التي تم بها اقتحام مقر جريدة الصباح من طرف رجال الأمن، وللتضخيم الإعلامي الذي رافق القضية.

دعا المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف إلى خلق تكتل مدني يجمع كل القوى الديمقراطية والحركة الحقوقية من أجل مواجهة ما أسماه حالة الجزر الذي تشهده وضعية حقوق الإنسان والتجاهل لمطالب حركة ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

وأوضح المنتدى الذي أطلق هذا النداء عقب اجتماع مكتبه التنفيذي بتاريخ 4 شتنبر الجاري، أن الأهداف الرئيسية التي يتعين على هذا التكتل القيام بها، تتمثل في العمل من أجل الضغط في اتجاه إدماج مضامين توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وكل معايير العدالة الانتقالية في مختلف السياسات العمومية على قاعدة التأصيل الدستوري لحقوق الإنسان وإرساء دولة المؤسسات وفصل السلط وتأهيل نظام العدالة عبر تدشين الإصلاحات الضرورية الكفيلة بضمان قضاء مستقل ونزيه .

واقترح أن يمتد تحرك هذا التكتل إلى العمل على استعادة روح المبادرة والتعبئة من أجل عقد المناظرة الوطنية الثانية حول أعمال توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وسجل المنتدى في بيان توصلت به اليوم بنسخة منه، أن اجتماع مكتبه التنفيذي سالف الذكر والذي استعرض فيه مجمل القضايا المرتبطة بمسلسل معالجة ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، بعد وقوفه على مستجدات المشهد الحقوقي، سجل عدم إحراز أي تقدم نوعي يذكر في أجراء توصيات هيئة



Avis de recrutement

Dans le cadre du programme d'accompagnement aux recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation en matière d'Histoire et Mémoire (IERII), qui fait l'objet d'une convention de financement entre le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), et la Commission Européenne, d'une part, le Ministère de l'Economie et des Finances, d'autre part, le CCDH lance un avis de recrutement du personnel de la section d'appui (SA) du programme.

La SA aura pour tâche, la mise en œuvre du programme et en même temps le renforcement des capacités du CCDH en matière de gestion de projets, en particulier des projets financés par la Commission Européenne.

Durée du Programme : 4 ans

Type de Contrat : annuel renouvelable dont 6 mois probatoires

Lieu : Rabat

La section d'appui (SA) au programme est constituée de cinq membres

Postes à pourvoir :

Chargé(e) de l'axe Histoire et Chargé(e) de l'axe Archives

Tâches et Responsabilités :

Sous la direction du coordinateur (trice) du programme et en coordination avec les départements concernés du CCDH et l'équipe du projet, le (la) chargé(e) de l'axe Histoire et (la) chargé(e) de l'axe Archives devront :

- ▶ Assurer la planification, la gestion et l'exécution des activités de l'axe dont ils ont la charge ;
- ▶ Elaborer les plans de travail annuels du projet et les plans de suivi et d'évaluation ;
- ▶ Préparer et transmettre les documents et rapports périodiques d'avancement ;
- ▶ Organiser les ateliers, manifestations du projet et réunions de suivi ;
- ▶ Assurer la coordination entre les différents acteurs de l'axe dont ils ont la charge au niveau international, national et avec les institutions partenaires du projet ;
- ▶ En fonction de leur domaine d'intervention, fournir l'assistance nécessaire pour l'élaboration des devis programmes.

Qualifications requises :

- ▶ Etre titulaire d'un diplôme supérieur (Bac+ 4) d'une Université ou grande école reconnues en sciences humaines de préférence en relation avec les domaines de l'Histoire. Le chargé de l'Axe Archives devra être titulaire d'un diplôme supérieur en Documentation et Archives ;
- ▶ Avoir une expérience prouvée d'au moins 5 ans dans la planification et la gestion de projets, de préférence dans des postes de responsabilité ;
- ▶ Avoir une bonne connaissance opérationnelle des acteurs institutionnels marocains, une solide expérience de la concertation et du montage de partenariats entre des acteurs sociaux et institutionnels diversifiés ;
- ▶ Faire preuve d'autonomie, de capacité de travail en équipe et d'aptitude d'écoute et de communication ;
- ▶ Avoir d'excellentes capacités rédactionnelles en arabe et en français ;
- ▶ Avoir une bonne expérience de l'outil informatique.

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront envoyer par mail, fax ou lettre portée :

- ▶ une lettre de motivation ;
- ▶ un CV détaillé ;
- ▶ Un extrait de travaux (articles, publications, rapports publiés...), le cas échéant.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est le **01 octobre 2010**. Les candidat(e)s retenu(e)s après l'étude de dossiers seront convoqué(e)s pour un entretien. Les candidat(e)s (es) non retenu(e)s recevront une lettre de regret.

Adresse :

Conseil Consultatif des Droits de l'Homme Place Ach-Chouhada, Rabat Tél : 05 37 72 22 18/07 Fax : 05 37 73 68 56 Email : ccdhdh@ccdhdh.org.ma Site web : www.ccdhdh.org.ma